



# COALITION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

Unité - Solidarité

Comité Exécutif  
Bureau du Porte-Parole

Friedberger Anl. 3A  
6000 Frankfurt/M. 1  
Tel./Fax: (069) 493 03 05

## Communiqué de presse du Parti CDR

Le Porte-Parole du Parti CDR en Europe tient à informer l'opinion européenne et internationale de la position du Parti CDR sur les **Accords d'Arusha** signés le 04 août 1993 et le **Mémorandum** signé le 17 août 1993 par les partis MDR, PL, PSD et PDC.

### I. Sur les accords d'Arusha

1. Le Parti CDR, comme toutes les autres forces authentiquement démocratiques, appelle de tous ses vœux le retour d'une paix réelle et durable au Rwanda. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les nombreux appels qu'il a lancé à plusieurs reprises aux autorités rwandaises pour qu'il y est des négociations sincères sur les causes réelles du conflit qui ensanglante le Rwanda depuis bientôt trois ans.
2. Le Parti CDR réaffirme sa conviction que la guerre imposée au peuple rwandais par le FPR depuis le 1er octobre 1990 résulte du conflit séculaire qui oppose l'ethnie minoritaire tutsi à l'ethnie majoritaire hutu pour le contrôle de pouvoir.  
Le Parti CDR estime dès lors que les négociations d'Arusha auraient dû porter essentiellement sur cette question incontournable pour le retour de la paix au Rwanda.
3. Le Parti CDR exprime de nouveau sa déception sur la manière dont les négociations ont été menées puisqu'elles n'ont visé finalement que le partage du pouvoir dont l'essentiel a été cédé au FPR.  
Le Parti CDR dénonce par ailleurs le fait que même ce partage se soit fait sur des bases anti-démocratiques par lesquelles 11 partis politiques reconnus ont été exclus du pouvoir réel pendant la longue période de transition arrêtée à 22 mois avec possibilité de prolongation.
4. Les négociations conduites dans ces conditions ne pouvaient donc aboutir qu'à de mauvais accords, irréalistes et inapplicables.
5. Le Parti CDR est ainsi persuadé que les accords d'Arusha, s'ils sont appliqués à la lettre, vont conduire à une dictature imposée par la force du FPR qui va sûrement rejeter aux calendes grecques les élections à l'instar de son maître à penser, le président MUSEVENI.
6. Le Parti CDR en appelle dès lors à la communauté européenne et internationale pour qu'elle soutienne sa campagne pour des élections anticipées au Rwanda afin de réduire au minimum le marge de manoeuvre du FPR et de ses acolytes qui cherchent à tuer dans l'oeuf la démocratie naissante.  
Le démocratie n'a pas le temps d'attendre. Les élections et seulement les élections pourront barrer la route à la dictature.

### II. Sur le Mémorandum signé le 17 août 1993 par les partis MDR, PL, PSD et PDC

Le Parti CDR a examiné attentivement le mémorandum envoyé le 17 août 1993 à Madame le Premier Ministre par les Parti MDR, PL, PSD et PDC, acolytes du FPR. Ce mémorandum porte sur les problèmes de démobilisation et de promotion des militaires et des gendarmes. Le Parti

CDR se félicite du fait que ces partis ont dévoilé une fois de plus leurs visées malicieuses visant à opposer les régions et même les ethnies dans une guerre civile sans merci.

En effet, le Parti CDR considère que la mise en oeuvre même partielle des propositions des partis ci-haut cités pourrait conduire aux conséquences graves suivantes:

1. Renvoi massif de soldats, sous-officiers et officiers en provenance de la région du nord du Rwanda,
2. Application du système de quota sur base ethnique. Cela veut dire que les tutsi ou les hutu qui dépassent leur quota respectif de 9 et 90% seront renvoyés de l'armée et de la gendarmerie.  
Il est vraisemblable que ces partis aient plutôt l'intention de renvoyer des hutu pour les faire remplacer par des tutsi.
3. Renvoi massif de soldats, sous-officiers et officiers qui ont bien combattu l'ennemi, sous le faux prétexte qu'ils se seraient montrés hostiles à la réconciliation nationale et au processus démocratique.

Le Parti CDR estime en outre que si les critères de démobilisation et de promotion des militaires et des gendarmes tels que proposés étaient retenus, il faudrait les appliquer mutatis mutandis à tous les corps de la société rwandaise à commencer par le gouvernement, l'administration, la magistrature ainsi qu'au FPR.

En effet, il est illusoire de prétendre avoir une armée saine, parfaite, bien intégrée et au dessus de tout soupçon comme la femme de César, si tout le reste du corps social est malade ou pourri.

**Il faudrait donc procéder à la révocation immédiate de tous les ministres assassins, escrocs, corrompus et impénétrable à la tolérance démocratique. Et l'on sait que les partis MDR, PL, PSD et PDC en compte beaucoup.**

Il serait urgent aussi de procéder à un renvoi massif de fonctionnaires et de magistrats pour rétablir les équilibres ethnico-régionaux mais aussi pour se débarrasser des traîtres, des assassins, des corrompus, des fainéants et autres bois morts ainsi que de ceux qui ont participé aux expéditions dites «kubohoza», expression parfaite de l'intolérance politique et de la négation du pluralisme politique.

**Les soldats, sous-officiers et officiers Inyenzi-Inkotanyi qui ont sauvagement massacré les populations civiles doivent non seulement être démobilisés mais aussi et surtout traduit en justice en même temps que les politiciens du FPR qui ont commandité ces crimes abominables et qui sont hostiles au processus démocratique et singulièrement au pluralisme politique.**

Le Parti CDR est ainsi persuadé que la mise en oeuvre des propositions des partis complices du FPR conduirait irrésistiblement le Rwanda vers le chaos et la guerre civile dont même le FPR, malgré ses illusions machiavéliques, ne saurait profiter.

Le Parti CDR considère enfin que les propositions des partis ci-haut cités démontrent par l'absurde que les accords d'Arusha sont inapplicables à certains égards et doivent donc être repensés et mieux adaptés aux intérêts nationaux.

Le Parti CDR lance ainsi un appel pressant aux politiciens rwandais complices du FPR de cesser immédiatement d'humilier l'armée nationale en lui imposant des conditions intolérables dignes d'une armée vaincue. En tout état de cause, ces politiciens seront tenus pour responsables des réactions imprévisibles qui pourraient provenir d'une armée poussée dans ses retranchements.

Bruxelles, le 3 septembre 1993

Shyirambere J. BARAHINYURA  
Porte-Parole du Parti CDR en Europe